

ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

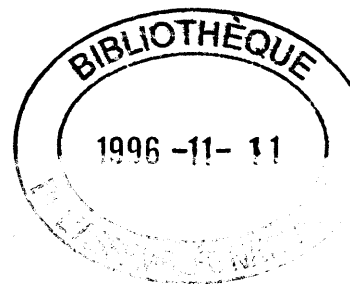
TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n° 242
(Privé)

Loi concernant la Municipalité régionale de comté du Domaine-du-Roy

Présentation

Présenté par
M. Benoît Laprise
Député de Roberval



Éditeur officiel du Québec
1996

Projet de loi n° 242

(Privé)

LOI CONCERNANT LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU DOMAINE-DU-ROY

ATTENDU qu'il est nécessaire que certains pouvoirs soient accordés à la Municipalité régionale de comté du Domaine-du-Roy;

Qu'il y a lieu d'autoriser la Municipalité régionale de comté du Domaine-du-Roy à former, avec la Société des établissements de plein air du Québec, une société en nom collectif;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Municipalité régionale de comté du Domaine-du-Roy peut être associée à parts égales avec la Société des établissements de plein air du Québec dans une société en nom collectif dont l'objet est d'administrer, d'exploiter et de développer le site touristique du Village de Val-Jalbert.

À cette fin, la société en nom collectif peut détenir les biens meubles et immeubles constituant ce site ou qui sont nécessaires à son exploitation.

2. La Municipalité régionale de comté du Domaine-du-Roy peut acquérir la moitié des biens meubles et immeubles constituant le site de Val-Jalbert en vue de les apporter à la société en nom collectif. La Société des établissements de plein air du Québec apporte l'autre moitié de ces biens à la société en nom collectif.

3. Les affaires de la société en nom collectif seront gérées par un conseil d'administration formé de neuf membres, dont un nommé par la Société des établissements de plein air du Québec, un par la municipalité régionale de comté, et les sept autres nommés conjointement par la Société et la municipalité.

4. Le contrat de société en nom collectif doit contenir:

- 1° une description détaillée de son objet;
- 2° les obligations des parties dont, notamment, celles relatives à leur participation financière;
- 3° les obligations des parties au cas de non-exécution totale ou partielle du contrat de société;
- 4° la mention de la durée et les modalités de la dissolution ou de son renouvellement.

5. La Municipalité régionale de comté du Domaine-du-Roy peut investir dans cette société en nom collectif, faire des prélèvements sur les profits, participer dans les pertes et, avec l'autorisation du ministre des Affaires municipales, contracter des emprunts et donner en garantie de tels emprunts les biens de la société en nom collectif, par hypothèque ou autrement.

6. Malgré la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15), la Municipalité régionale de comté du Domaine-du-Roy peut venir en aide à la société en nom collectif et la subventionner.

7. Les articles 935 et 936 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) ne s'appliquent pas au contrat de société devant exister entre les parties.

8. Tout règlement que la société en nom collectif adopte ainsi que toute convention unanime des associés doivent être approuvés par le ministre des Affaires municipales.

9. Toute assemblée générale de la société en nom collectif ainsi que toute assemblée de son conseil d'administration ou, le cas échéant, du comité exécutif de celui-ci doit se tenir au Québec.

10. Toute liquidation volontaire ou toute dissolution de la société en nom collectif doit être autorisée par le ministre des Affaires municipales.

11. Les dépenses engagées par la municipalité régionale de comté à l'égard de la société en nom collectif qui sont financées autrement qu'en vertu d'un règlement d'emprunt ou autrement qu'à même une subvention accordée à cette fin ne peuvent excéder, au cours d'un exercice financier, un montant que la municipalité régionale de comté fixe chaque année par règlement.

12. La valeur marchande d'un bien ou d'un service fourni par la municipalité régionale de comté à titre de paiement de parts sociales de la société en nom collectif constitue une dépense visée à l'article 11.

13. Est inhabile à exercer la fonction de membre du conseil d'administration de la société en nom collectif la personne qui, pendant la durée de son mandat, a un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec cette société en nom collectif.

14. L'inhabilité mentionnée à l'article 13 peut être déclarée au moyen de l'action en déclaration d'inhabilité prévue aux articles 308 à 312 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2).

15. Tout administrateur de la société en nom collectif doit s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision du conseil d'administration qui le placerait dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et ses obligations d'administrateur.

16. Toute personne qui a un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la société en nom collectif est inhabile à occuper, selon le cas, une charge de fonctionnaire ou d'employé autre que celle de salarié au sens du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27), au sein de la municipalité régionale de comté.

17. La société en nom collectif doit souscrire et maintenir en vigueur une assurance couvrant la responsabilité de ses administrateurs, officiers et autres représentants.

18. La municipalité régionale de comté peut garantir les emprunts de la société en nom collectif.

La garantie envers les détenteurs de titres peut porter non seulement sur le remboursement du principal et des intérêts de ces titres mais également sur le paiement des frais, déboursés et engagements y afférents.

19. Une garantie accordée par la municipalité régionale de comté en vertu de l'article 18 est assimilée à une dépense au sens de l'article 11 dont le montant correspond à celui de la valeur en capital du titre d'emprunt au moment où l'engagement de la municipalité régionale de comté est pris.

20. La société en nom collectif doit fournir au ministre des Affaires municipales tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.

21. La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.